



I. SOMMAIRE

I.	SOMMAIRE	2
1	CHAPITRE 1 - GENERALITES	5
1.1	- Objet du document	5
1.2	- Présentation de l'opération	5
1.3	- Les contraintes d'environnement du chantier	5
1.3.1	- Un site en activité :	5
1.3.2	- Le bruit vis-à-vis de l'environnement à proximité :	6
1.3.3	Intégrité du bâtiment :	6
1.3.4	Accès au site :	6
1.3.5	- La poussière :	6
1.4	- Allotissement	6
2	CHAPITRE 2 - OBLIGATION DES ENTREPRISES ET REGLES COMMUNES	7
2.1	- Présentation de l'organisation prévue	7
2.1.1	- Préambule	7
2.1.2	- Phasage des travaux et installation de chantier	7
2.1.3	- Mise au point du calendrier détaillé d'exécution	7
2.2	- Organisation générale de la circulation des documents / plans / notes de calcul / échantillons	8
2.2.1	- Généralités	8
2.2.2	- Principe de diffusions	8
2.2.3	- Approbations notes / plans / documents	8
2.2.4	- Echantillons, prototypes et avis de chantier	8
2.3	- Réunions et suivi de l'opération	9
2.3.1	- Organisation des réunions, visites de chantier et état des lieux	9
2.3.2	- Suivi des phasages / des plannings / de l'organisation de chantier	9
2.4	- Sous-traitance / Intérim et gestion du personnel	9
2.4.1	- Encadrement de la sous-traitance et Intérim	9
2.4.2	- Sous-traitance	9
2.4.3	- Emploi de personnel provenant de sociétés d'intérimaire	9
2.4.4	- Astreinte	10
2.4.5	- Comportement	10

2.5	– Accès au site	10
2.5.1	– Ouverture et fermeture du chantier.....	10
2.5.2	– Contrôle d'accès et surveillance.....	10
2.5.3	– Horaires	11
2.5.4	- Accès du personnel et livraisons.....	11
2.5.5	– Planification des livraisons	12
2.5.6	- Logistique et homme trafic.....	12
2.5.7	- Parking de chantier :	13
2.5.8	- Gardiennage	13
2.6	Précautions des ouvrages existants et du site en activité.....	13
2.6.1	- Protection des ouvrages existants	13
2.6.2	- Gestion des nuisances.....	13
2.6.3	– Consignation des réseaux :	14
2.7	- Sécurité incendie	14
2.7.1	- Permis-feu	14
2.7.2	- Extincteurs	14
2.7.3	– Veille au risque d'incendie	14
2.8	Points d'attention lors des travaux	14
2.8.1	- Protection des ouvrages neufs réalisés	14
2.8.2	- Zones de stockage et ateliers.....	15
2.8.3	- Protections collectives.....	15
2.9	- Engin de manutention	15
2.9.1	- Généralités	15
2.9.2	- Moyens de manutention verticaux intérieurs et extérieurs :	16
2.9.3	- Chariots élévateurs et nacelles élévatrices	16
2.9.4	- Echafaudages	16
3	CHAPITRE 3 - PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE	17
3.1	- Généralités	17
3.1.1	- Objet	17
3.1.2	- Constat et protections	17
3.2	- Emprise de chantier et fermetures	17

3.2.1	- Charges temporaires de voirie et de police.....	17
3.2.2	- Clôture et portails, chemins d'accès	17
3.2.3	- Panneaux de chantier	18
3.2.4	Dégradation sur voirie publiques :	18
3.2.5	– Mise hors d'eau hors d'air provisoire	18
3.2.6	- Protections collectives	19
3.3	- Signalétique.....	19
3.3.1	- Signalétique intérieure	19
3.3.2	- Signalétique extérieure.....	19
3.4	– Locaux d'accueil du personnel de chantier	19
3.5	- Réseaux de chantier.....	19
3.5.1	- Dispositions générales	19
3.5.2	– Sécurité incendie.....	20
3.5.3	– Aires de lavage	20
3.5.4	- Préchauffage / Déshumidification	20
3.6	- Déchets - Principe général :	21
3.6.1	- Déchets - Principe général :	21
3.6.2	- Evacuation des déchets :	21
☐	- Déchets industriel banals (DIB)	21
☐	- Déchets industriel spéciaux (DIS)	21
3.7	Nettoyages	22
3.7.1	- Nettoyage extérieur :	22
3.7.2	- Nettoyage intérieur :	22
3.7.3	- Nettoyage de fin de chantier	22
3.8	– Dépenses communes :	23
3.8.1	– Gestionnaire du compte prorata.....	23
3.8.2	– Tableau récapitulatif des dépenses communes de chantier.....	23

1 CHAPITRE 1 - GENERALITES

1.1 - Objet du document

Ce document a pour objet de décrire les contraintes d'installation de chantier liées au site, de définir le cadre des méthodes d'exécution et d'une manière plus générale l'organisation du chantier. Tout manquement dans l'application des dispositions prévues ci-après, sera sanctionné par les applications de pénalités indiquées au CCAP.

Néanmoins, les entreprises peuvent proposer leurs propres méthodes ou adapter celles-ci pour autant qu'elles ne remettent pas en cause le calendrier des travaux et le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce document est complété par :

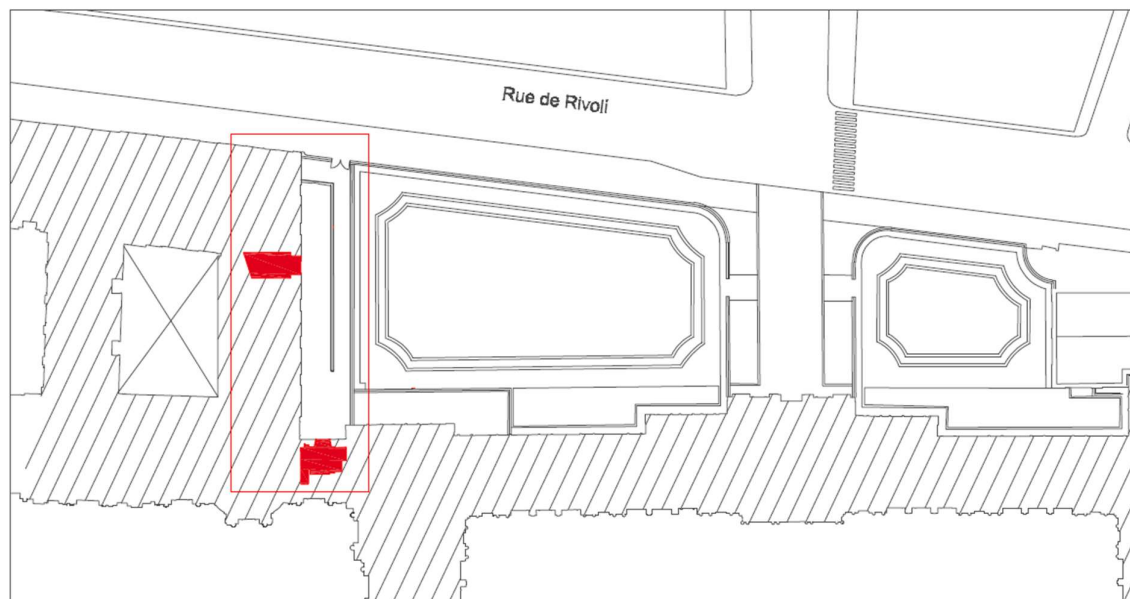
- Les plans d'installation de chantier associés au phasage des emprises,
- Le calendrier prévisionnel des travaux,
- Le PGC,
- Les CCTP et plans présents dans le DCE
- L'allotissement défini dans le présent document.

1.2 - Présentation de l'opération

Le musée du Louvre est situé sur la rive droite entre la seine et la rue de Rivoli Paris premier arrondissement (75001).

Les travaux consistent en la rénovation du PAC Oratoire du musée du Louvre.

Plan de repérage des travaux :



Deux localisations :

- Un PAC Oratoire provisoire sera à construire en premier lieu
- Dans un second temps en bout de rampe, le PAC Oratoire définitif objet de la rénovation.

1.3 - Les contraintes d'environnement du chantier.

1.3.1 - Un site en activité :

Les travaux devant se dérouler en site occupé, la présence immédiate de services en activité demande une attention particulière pour une bonne entente commune. Les zones des travaux devront être clos et indépendant vis-à-vis du reste de l'établissement. Un phasage de type opération tiroirs sera à convenir au préalable des travaux et à appliquer lors du chantier.

1.3.2 - Le bruit vis-à-vis de l'environnement à proximité :

Les entreprises devront prendre toute les mesures et dispositions nécessaires pour limiter les nuisances acoustiques de toute nature provoquée par les travaux. La réglementation en vigueur sur le sujet sera à observer. Le matériel devra être insonorisé. Des horaires adaptés ou des modes opératoires spécifiques seront à trouver pour les travaux particulièrement bruyants. Tous les travaux bruyants seront à réaliser en horaires décalés. C'est pourquoi le respect scrupuleux des horaires de travail et de travail bruyant notamment seront à observer.

1.3.3 Intégrité du bâtiment :

Le maintien du fonctionnement du bâtiment et des locaux en activité est primordial. Les conditions de l'environnement existant ne devront pas être dégradés ou impactés par les travaux. Le maintien de la continuité des réseaux et des équipements techniques devra être assuré en amont et pendant les travaux.

1.3.4 Accès au site :

Une attention particulière devra être portée sur le respect des différents flux du personnel à l'intérieur du bâtiment, comme sur l'ensemble du site y compris pour les différents accès au site. Idem pour les abords et la zone de la base vie située passage Marengo.

Le personnel du chantier ne pourra accéder aux zones de travaux clôturées que par l'utilisation d'un badge nominatif. Ces badges seront à délivrer par le service badge du musée.

La taille des véhicules de chantier sera limitée. Pour les approvisionnements et les évacuations, des camions de capacité max 12 mètres cube seront à privilégier.

La rue de Rivoli étant devenu prioritairement accessible aux vélos complexifie l'accessibilité au site. La présence d'un homme trafic, à prévoir par chaque **lot concerné**, sera une obligation absolue pour toute manœuvre de véhicule devant accéder à la rampe de l'Oratoire.

1.3.5 - La poussière :

Il sera demandé aux entreprises de veiller à limiter les dispersions volatiles des poussières générées par les activités du chantier. De manière général, la propreté du site et de ses abords (zone BV, zone logistique de l'oratoire, zone chantier et zone de cheminement) doit être continuellement assurée.

1.4 – Allotissement

- LOT 1 : CURAGE - GROS OEUVRE - AGENCEMENTS
- LOT 2 : CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS ET FAIBLES - ECLAIRAGE ARCHITECTURAL

2 CHAPITRE 2 - OBLIGATION DES ENTREPRISES ET REGLES COMMUNES

2.1 - Présentation de l'organisation prévue

2.1.1 - Préambule

L'organisation du chantier est coordonnée par l'organisme chargé de l'O.P.C. auquel le Maître d'Ouvrage a confié une mission spécifique à cet effet. La Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur Sécurité/Santé s'assurent toutefois, du respect par les entreprises des règles de sécurité, chacun dans le cadre de leur mission respective.

2.1.2 - Phasage des travaux et installation de chantier

Dans les 2 semaines suivant leurs désignations, les entreprises soumettront à l'OPC et au CSPS un projet détaillé d'installation de chantier, cohérent avec le présent document et le calendrier DCE.

Ce projet détaillé comportera tous les renseignements nécessaires au bon déroulement du chantier et notamment les fiches suivantes qui seront transmises par l'OPC lors de la réunion de lancement :

- Annuaire de chantier
- Effectifs (courbes présentant les effectifs moyens et pics)
- Besoins d'installation de chantier

Les besoins de toutes les entreprises seront transmis au titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** avec copie à l'OPC par l'intermédiaire des fiches de renseignement.

Sur la base de ces projets détaillés et du principe de plan d'installation chantier du DCE et en concertation avec l'OPC et le CSPS, l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** produira, en temps utiles et en conformité avec le calendrier DCE, le premier plan des installations de chantier (PIC), intégrant les installations communes nécessaires au démarrage des travaux.

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** prévoira le cas échéant et autant de fois que nécessaire la mise à jour du plan d'installation de chantier en fonction des besoins et phase de travaux et le soumettra à la validation de l'OPC, du CSPS et les Maîtres d'œuvre.

Les installations de chantier ne pourront être déposées ou déplacées qu'avec l'accord dûment notifié des MOE, de l'OPC et du CSPS.

Le plan d'installation de chantier comportera à minima les prérequis réglementaires inscrits au PGC, à savoir :

- Les locaux communs du chantier,
- L'implantation de l'accès et de la sortie du chantier,
- Les emprises de chantier,
- Les zones de stockage de matériels, de matériaux, etc.
- Les clôtures et palissades de chantier (cis typologie, portail, portillon, teinte etc.)
- La signalisation par panneaux réglementaires sur les interdictions / obligations sur le chantier.
- Cheminement piéton
- Cheminement matériels/matériaux et gravats

Toute proposition d'aménagement de l'organisation du chantier faite par les entreprises et tendant à faciliter la bonne marche et l'organisation des travaux, pourra être soumise, pour autant qu'elle soit accompagnée d'un mémoire justificatif et des plans correspondants et qu'elle prenne en compte :

- Le respect des délais fixés à l'acte d'engagement.
- La compatibilité avec le calendrier contractuel.
- La conformité avec les autres documents contractuels, notamment en matière de stabilité des ouvrages et de sécurité des personnes.
- Les prescriptions de qualité environnementale.

2.1.3 - Mise au point du calendrier détaillé d'exécution

Les entreprises proposeront au visa de l'OPC au plus tard 2 semaines après la délivrance de l'O.S. de démarrage de la période de préparation, un calendrier d'exécution provisoire des travaux compatibles avec le calendrier général des travaux du DCE, les directives de la présente NOC et celles du Plan Général de Coordination. Néanmoins, les entreprises devront remettre leur proposition de délais avec leur offre. En l'absence de celle-ci, les entreprises devront confirmer leur délai tout en respectant les objectifs du calendrier prévisionnel.

La méthodologie utilisée pour l'exécution des travaux de chaque lot devra être décrite de manière détaillée dans les

programmes d'exécution. Les entreprises décriront notamment avec précision :

- Les différentes phases et zones
- Les engins, matériels et outillages utilisés
- Les rythmes de rotation, les cinématiques de travail
- La circulation des engins et véhicules
- Les effectifs prévus
- Le suivi des phasages
- Les moyens mis en œuvre pour pallier aux contraintes générales et bruit de chantier
- La mise en place et l'approvisionnement du gros matériel...

Après mise au point et harmonisation, par l'OPC, des calendriers proposés par les différentes entreprises, le calendrier détaillé d'exécution TCE ainsi finalisé, se substituera contractuellement au calendrier du DCE.

2.2 – Organisation générale de la circulation des documents / plans / notes de calcul / échantillons.

2.2.1 – Généralités

Chaque document, plan, fiche technique diffusé devra obligatoirement être accompagné d'un bordereau de diffusion faisant figurer les éléments suivants, en respectant les exigences de la MOE.

- Entreprise émettrice
- Date de diffusion
- Numéro plan /document /note de calcul
- Indice / Libellé du plan
- Liste de diffusion

Tout plan, document, note de calcul diffusé sans bordereau, ou sans l'ensemble des informations listées ci-dessus, sera considéré comme non émis.

Des pénalités de retard pourront être appliquées pour non remise de documents. Pour les retards dans la remise de documents, les pénalités prévues au CCAP seront systématiquement appliquées.

2.2.2 – Principe de diffusions

Le principe de diffusion de plans / documents / notes sera à confirmer en phase de préparation de chantier :

- 1 exemplaire papier au BET concerné.
- 1 exemplaire papier à l'Architecte.
- 1 exemplaire papier au Bureau de Contrôle.
- Copie du bordereau de diffusion à l'OPC et 1 exemplaire.

PLANS BPE :

- 2 exemplaires au Maître d'Ouvrage (dont 1 sera laissé sur le chantier).
- 1 exemplaire au BET concerné.
- 1 exemplaire à l'Architecte.
- 1 exemplaire au Bureau de Contrôle.
- 1 exemplaire à l'OPC.

2.2.3 – Approbations notes / plans / documents

Les visas de la Maîtrise d'Œuvre et les avis du Bureau de Contrôle seront diffusés en copie à l'entreprise émettrice, au musée du Louvre, à l'OPC ainsi qu'à chacun des autres intervenants de la Maîtrise d'Œuvre et Bureau de Contrôle. Un tableau de suivi de l'échéancier de remise de document et des visas sera entretenu par l'OPC.

2.2.4 – Echantillons, prototypes et avis de chantier

La liste des échantillons conformément aux CCTP de chaque Lot sera établie par **chaque entreprise** pendant la période de préparation et sera vérifiée/complétée par le Maître d'Œuvre. Chaque échantillon devra avoir fait l'objet d'une fiche produit à soumettre à la validation de la Maîtrise d'Œuvre et du bureau de contrôle.

Les entreprises devront présenter les échantillons avec bordereau de diffusion, accompagnés des fiches techniques, dans les délais compatibles avec le processus d'approbation par le Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle et suivant le calendrier général TCE joint en annexe.

Chaque échantillon comportera une étiquette qui reprendra les références de la fiche technique. Les échantillons de petite taille ou de taille moyenne seront présentés par l'entreprise, fixés sur des panneaux rigides en contreplaqué équipés de poignées pour leur déplacement.

La Maîtrise d'Œuvre demandera à certaines entreprises des prototypes. Ces prototypes devront être réalisés et approuvés bien avant la mise en œuvre prévue au calendrier général et ce tenant compte du délai de fabrication.

Au cas où certains ouvrages devront faire l'objet d'un avis de chantier, les **entreprises concernées** devront lancer cet avis de chantier au plus tard, un mois après notification de leur marché.

2.3 – Réunions et suivi de l'opération

2.3.1 - Organisation des réunions, visites de chantier et état des lieux

Chaque lot mandataire est tenu d'assister à toutes les réunions, visites ou état des lieux auxquels il est convoqué.

Tout retard ou toute absence non justifiés et non tolérés seront sanctionnés par une pénalité définie au C.C.A.P.

La liste non limitative, des réunions prévues est la suivante :

- Réunions de chantier hebdomadaire TCE,
- Réunions d'études techniques et de synthèse,
- Réunions d'ordonnancement de pilotage et de coordination,
- Réunions de coordination travaux hebdomadaires,
- Réunion de coordination technique,
- Réunions mensuelles de pointage des travaux réalisés en vue de l'établissement des décomptes mensuels,
- Visites générales et spécifiques de chantier,
- Visites d'état des lieux ponctuelles,
- Visites d'état des lieux par zone et à chaque phase de travaux,

2.3.2 - Suivi des phasages / des plannings / de l'organisation de chantier

Les entreprises sont tenues de transmettre sur demande et à chaque réunion de chantier, les éléments suivants :

- Le programme détaillé à l'échelle de la journée des travaux prévus pour les trois semaines suivant la réunion, avec un détail sur les fortes nuisances que ces travaux peuvent engendrer.
- Le ou les plans de phasage des zones d'activité, des zones neutralisées éventuellement, des stockages tampon et emplacement des bennes, ceci également pour les trois semaines suivant la réunion de chantier. En cas de conflit entre les entreprises, ces dernières se conformeront à l'arbitrage de l'OPC.
- Les pourcentages d'avancement des tâches du calendrier d'exécution
- Un point trafic : plan des circulations dans le chantier, zones de stockages...

2.4 - Sous-traitance / Intérim et gestion du personnel

2.4.1 – Encadrement de la sous-traitance et Intérim

Chaque entreprise devra prévoir sur le site et en permanence l'encadrement apte à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement du chantier.

2.4.2 - Sous-traitance

Dès le début de la période de préparation, les entreprises transmettront à l'OPC, le MOE et le CSPS, la liste prévisionnelle des sous-traitants. Dans le cas où une Entreprise sous-traiterait une partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec la Maîtrise d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire de la présente note, ainsi que le Plan Général de Coordination de la Sécurité (PGCS) sous bordereau.

Toute demande de sous-traitance devra faire l'objet d'une demande d'agrément auprès de la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage. Une fois l'agrément obtenu, le sous-traitant dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du contrat signé par l'Entrepreneur, pour établir son PPSPS (délai ramené à 8 jours pour les entreprises de second œuvre). Au cas où l'Entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les différents lots devront anticiper leur demande de sous-traitance en prenant en compte les délais de traitement d'agrément par la MOE, la MOA ainsi que les délais d'établissement de PPSPS et de leur validation par le CSPS. Il ne sera pas admis de retard de démarrage de travaux pour des raisons administratives. Les démarches d'agrément sont donc à anticiper sous peine de comptabilisation de retards prévus au CCAP.

2.4.3 - Emploi de personnel provenant de sociétés d'intérimaire

Les Entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- Le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,
- L'intéressé est en règle du point de vue " Permis de travail et carte de séjour",
- L'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle,
- Sa mission soit conforme au Code du Travail et déterminée clairement dans son ordre de mission.

2.4.4 - Astreinte

Chaque entreprise devra désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux. Ce représentant prendra toutes les dispositions nécessaires, en accord avec le représentant du CSPS et avec un représentant du Maître d'œuvre, pour procéder immédiatement à la remise en situation normale des ouvrages tant sur le plan de la sécurité que sur la pérennité des ouvrages. En cas d'anomalies ou d'avaries survenant sur le chantier, l'entreprise est tenue de maintenir sur le chantier un représentant qualifié chargé d'assurer la surveillance de la tenue des ouvrages et d'aviser le Maître d'œuvre et l'OPC. Ce représentant aura l'autorité nécessaire pour regrouper les moyens humains et matériels compatibles avec l'urgence des mesures décidées et ne devra pas avoir un niveau de qualification inférieur à celui de chef de chantier. Le délai d'intervention à compter de l'avis reçu, doit être en rapport avec l'urgence et la gravité effective et potentielle des conséquences de l'incident. De plus, lors d'intervention en dehors des horaires normaux de chantier (nuit ou week-end), une présence de l'encadrement de l'entreprise titulaire du marché sera nécessairement prévue pour l'encadrement de ses sous-traitants et/ou fournisseurs.

2.4.5 - Comportement

Le personnel des **entreprises titulaires d'un lot de travaux** doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'établissement dans lequel il effectue les travaux. Le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne respectant pas les qualités morales et/ou techniques nécessaires indiquées ci-dessous, comme notamment :

Les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer à l'intérieur du chantier et de l'établissement,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque,
- Interdiction d'utiliser les téléphones, les imprimantes, fax ... sans y avoir été autorisé,
- Obligation de port du badge d'identification,

Le Maître d'Œuvre et/ou l'OPC se réserve le droit de renvoyer du chantier toute personne impliquée dans des actes belliqueux, ou pour le non-respect des règles de sécurité ou pour toute dégradation sur les ouvrages réalisés.

2.5 – Accès au site

2.5.1 – Ouverture et fermeture du chantier

Les services de l'EPML procéderont à l'ouverture et à la fermeture de la grille donnant en haut de rampe d'accès de l'Oratoire. Le musée ouvrira cette grille tous les jours à 06h00 du matin. Le créneau de 06h à 08h est donc à privilégier pour les accès. Voir horaire point §2.5.3.

Indépendamment des grilles d'entrée de l'Oratoire, le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** aura la charge d'ouvrir et de fermer le chantier en bas de rampe. Aussi, le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** aura la charge d'ouvrir et de fermer le chantier par la grille attenante au PAC. Le **lot 01** devra fournir et poser des canons UZ à chaque ouverture des palissades de chantier (zone de stockage devant le chantier + zone de stockage devant le PAC temporaire).

2.5.2 – Contrôle d'accès et surveillance

Toute personne intervenant sur site devra être obligatoirement munis d'un badge. Les personnes intervenant plus de 5 jours devront avoir un badge actif sur la durée de l'opération et les personnes intervenant 5 jours ou moins auront un badge temporaire plus limité dans le temps. Ces badges spécifiques au projet PAC Oratoire seront établis par le service badge du musée et seront à retirer au local badge accessible depuis l'entrée de l'oratoire.

Chaque entreprise enverra en début d'opération la liste de son personnel pour la création des badges. Il sera précisé : nom, prénom et la copie des pièces d'identité et/ou des cartes de séjour seront jointes au courriel d'envoi de la liste. Courriel à diffuser à l'OPC et au **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** avec copie MOE et MOA à minima 10 jours ouvrés avant le début d'intervention. A noter que ces badges nominatifs donneront un accès restreint aux zones de travaux du projet PAC Oratoire. L'accès aux restes du musée sera strictement interdit. Les intervenants du chantier devront présenter leur badge à chaque passage des accès au chantier. Tout intervenant devra être munis de son badge à tout moment. L'OPC ou le musée se laisse la possibilité d'interdire l'accès au site ou de faire sortir du site toutes personnes ne présentant pas son badge sur demande.

2.5.3 – Horaires

Dans tous les cas, les entreprises sont réputées organiser leurs moyens conformément à la législation en vigueur. Les horaires et jours de la base vie sont fixés du lundi au vendredi de 06h00 à 19h00.

Pour information : fermeture hebdomadaire du Musée : tous les mardis.

Horaires ouvertures et fermeture de la grille extérieure donnant sur la rue de Rivoli par les services du Louvre :

HORAIRES OUVERTURE / FERMETURE GRILLE						
LUNDI	MARDI	MERC.	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMAN.
6h00 à 19h45	6h00 à 19h45	6h00 à 22h00	6h00 à 19h45	6h00 à 22h00	6h00 à 19h45	6h00 à 19h45 (sur demande spécifique)

Horaires disponibles pour les travaux bruyants :

HORAIRES TRAVAUX BRUYANTS						
LUNDI	MARDI	MERC.	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMAN.
19h45 à 9h00	Toute la journée	22h00 à 9h00	19h45 à 9h00	22h00 à 9h00	18h00 à 9h00	18h00 à 9h00 (sur demande spécifique)

Horaires disponibles pour livraisons et évacuations :

HORAIRES LIVRAISONS & EVACUATIONS						
LUNDI	MARDI	MERC.	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMAN.
6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)	15h00 à 16h00	6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)	6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)	6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)	6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)	6h00 à 11h00 (hors créneau 8h30 – 9h30)

Attention, les livraisons entre 8h30 et 9h30 ne seront pas possible. Cela correspond au créneau avec un flux important de personnels accédant au musée par le PAC.

Toutes les entreprises devront se conformer scrupuleusement à ces plages horaires. Des calendriers de travaux bruyants devront être établis par les entreprises en collaboration avec l'OPC et l'EPML.

Les livraisons seront à anticiper pour permettre une communication assez tôt des impossibilités de circuler, ou devront être réalisées de nuit (avec ouverture de la grille par un agent). Travaux de livraison et de travaux bruyant à envoyer le mercredi soir pour la semaine suivante.

En cas de besoin, les interventions les samedis se feront sur demande MOE sans contrepartie financière, aux mêmes horaires qu'en semaine avec prise en charge d'un agent trafic et de l'agent de contrôle. L'entreprise qui souhaite travailler en dehors de ces horaires, doit demander une dérogation auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre, l'OPC et respecter le Code du travail. Les entreprises ayant connaissance des délais de travaux et des plages horaires spécifiques de travail devront prévoir dans leurs offres les moyens techniques et humains nécessaires aux respects des délais du calendrier d'exécution général que l'OPC établira en début d'opération avec les entreprises. Chaque entreprise devra indiquer dans son offre, les moyens et effectifs y compris pour les périodes creuses (période estival juillet - Août et période de fin d'année). Ces périodes creuses ne devront pas entraîner de baisse d'effectifs. Les entreprises devront être en mesure de travailler à leur frais en horaires décalés si des retards sont constatés.

2.5.4 - Accès du personnel et livraisons

L'accès au site du chantier, se fera par la rampe de l'entrée de l'Oratoire aussi bien pour le personnel de chantier que les véhicules. Une attention particulière sera portée sur les accès de chantier. Les entreprises doivent impérativement respecter les indications du PIC (accès personnel, zone de stockage, cheminement piéton etc.) conformes au PGC de l'opération. Les piétons ont priorité sur tous véhicules et toutes manœuvres à l'intérieur de la zone chantier et notamment dans le passage de l'oratoire.

Un point d'attention particulier doit être porté sur les flux entre le chantier et la zone de stockage devant le PAC temporaire.

En effet, des flux durant la journée sont autorisés mais doivent être réalisés avec un homme trafic, en portant un soin particulier à la sécurité, notamment des piétons accès au PAC temporaire.

Les aménagements de l'ensemble des cheminements piétons (signalétique, éclairage), leur maintenance, les adaptations nécessaires à l'exécution des travaux seront réalisées par l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** à ses frais au titre de son marché. Les entreprises doivent impérativement respecter la zone de cheminement pour leurs approvisionnements et évacuation. Il en va de même avec les horaires de livraison.

2.5.5 – Planification des livraisons

Le trafic sera à réguler pendant la plage horaire usuelle d'ouverture du chantier. Compte tenu de l'environnement du chantier, le stockage d'attente des véhicules est impossible à proximité immédiate du site, aucun stationnement « sauvage » ne sera toléré sur les voies publiques aux alentours. Les approvisionnements devront donc être programmés en flux tendu, avec, le cas échéant des colisages adaptés.

L'autorisation d'accès sur le chantier ne sera donnée que par l'OPC et le musée, sous réserve que la zone de déchargement soit libre et les conditions de sécurité garanties. Chaque entreprise s'engage à se soumettre aux arbitrages et aux instructions du musée du Louvre. Tout véhicule qui dérogerait à cette instruction s'expose à un refus d'accès. Il appartiendra à **chaque entreprise**, de désigner un responsable qui aura pour mission, pour la totalité du délai de l'opération :

- De regrouper et de coordonner les demandes de livraison de son lot et de ses sous-traitants, avant transmission à l'OPC,
- De veiller à faire respecter les consignes par les chauffeurs
- D'accompagner à l'arrivée de la livraison le chauffeur,

Pour que cette régulation puisse être assurée de façon efficace il appartiendra à chaque entreprise de fournir au musée du Louvre et à l'OPC une fiche de livraison précisant :

- La zone.
- L'entreprise et l'interlocuteur spécifique chargés de la réception.
- La destination.
- Le nom du transporteur.
- La nature de la marchandise.
- La date et heure d'arrivée.

Tous besoins spécifiques pour les manutentions de déchargement devront être prévus par les livreurs. Le signataire devra indiquer son numéro de téléphone portable pour être joignable par les services du musée du Louvre pour traitement de la livraison. Les chauffeurs devront être obligatoirement en possession de la fiche de livraison visée par les services du musée du Louvre, faute de quoi le véhicule sera refoulé.

Aucune réclamation d'une entreprise ne pourra être acceptée pour retard en cas de défaillance de la part des services du musée dans la gestion des livraisons.

Les programmations de livraisons sont à transmettre au plus tard chaque jeudi de la semaine « S », pour les livraisons de la semaine « S+1 ». L'OPC et le musée du Louvre pourront être amenés à modifier les dates et heures proposées en fonction du planning de charges sans qu'aucune réclamation ne puisse être émise. Cependant l'OPC ne pourront pas modifier les prévisions communiquées par les entreprises sans qu'au préalable ils en aient informé le responsable de l'entreprise concernée.

2.5.6 - Logistique et homme trafic

L'accès au site s'effectuera par l'entrée de l'Oratoire dans l'emprise dédiée au chantier. Aucun véhicule n'est autorisé à stationner ou à livrer son chargement depuis l'espace public. Les livraisons seront à gérer par un homme trafic. La livraison sera accompagnée par le chef de chantier de l'entreprise après validation de l'accès.

Aucune gêne des véhicules d'urgence ne sera tolérée. Les véhicules doivent impérativement quitter les lieux sitôt les livraisons ou chargements terminés.

Pendant les travaux, l'évacuation des gravats se fera uniquement aux horaires de livraison. La gestion de la circulation et des livraisons est sous la responsabilité du **Lot concerné** et de son homme trafic. Tout véhicule non-autorisé à accéder au chantier devra quitter le site immédiatement. Lors d'une livraison, le chauffeur doit rester à proximité de son véhicule, pour permettre le déplacement rapide en cas de nécessité.

Aussi la rue de Rivoli étant destinée à la circulation des véhicules motorisés sur une voie et principalement à la circulation des vélos demande une attention toute particulière vis-à-vis des cyclistes. Chaque lot doit avoir obligatoirement un homme trafic lors des livraisons et manœuvres de véhicules de chantier.

Enfin, un point d'attention particulier doit être porté sur les flux entre le chantier et la zone de stockage devant le PAC

temporaire. En effet, des flux durant la journée sont autorisés mais doivent être réalisés avec un homme trafic, en portant un soin particulier à la sécurité, notamment des piétons accès au PAC temporaire.

2.5.7 - Parking de chantier :

Aucun parking n'est possible dans l'enceinte de la zone chantier. Une attention particulière sera portée au respect de la circulation des riverains et en particulier les riverains de la rue de Rivoli.

2.5.8 - Gardiennage

Il n'est pas prévu de gardiennage physique de chantier. Le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** aura la charge d'ouvrir et de fermer le chantier. En revanche, les services de l'EPML auront la charge d'ouvrir et fermer les grilles sur rue de l'établissement en haut de rampe de l'oratoire.

2.6 Précautions des ouvrages existants et du site en activité

2.6.1 - Protection des ouvrages existants

La protection des ouvrages existants est de la responsabilité de chaque entreprise en fonction de son intervention. Toutes les protections nécessaires devront être prévues par les entreprises, la MOA, la MOE et l'OPC pourront à tout moment demander un arrêt des travaux pour parfaire toutes protections qu'ils jugeraient insuffisantes. Etats des lieux contradictoires exhaustif de toutes les zones à prévoir en début d'opération (avec huissier et/ou référé préventif, à déterminer par la MOA avant le début des travaux).

2.6.2 - Gestion des nuisances

Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche.

Aussi, les dispositions suivantes seront mises en œuvre :

Acheminement et évacuation des matériaux et équipements :

- Une organisation unique de planification et de coordination de la logistique du chantier mise en place par l'OPC permettra d'assurer une bonne gestion des acheminements et évacuations,
- Les principes de gestion des accès au site prendront en compte les interférences avec l'activité du bâtiment, l'impact sur la circulation automobile au droit du site (il est acté que les voies de circulation doivent être libres de toutes entraves), l'impact sur les circulations piétonnes, le fonctionnement des équipements publics à proximité et plus généralement, les nuisances vis-à-vis de tous les avoisinants,
- La rue de Rivoli étant principalement destinée à la circulation de vélos, une attention particulière de la part de tous les intervenants devra être observée pour prévenir de l'impact de la présence des cyclistes. Les hommes trafic de chaque entreprise devront systématiquement accompagner et gérer les livraisons et manœuvres de camions de chantier.
- Les modalités d'accès au site seront définies, en particulier pour la gestion des livraisons,
- Les approvisionnements seront programmés en flux tendu, afin d'éviter le stationnement temporaire de véhicule entravant la circulation aux abords immédiat du chantier et dans la rampe de l'Oratoire. Les capacités de chargement des moyens de transport seront optimisées avec des colisages adaptés les cas échéants,
- Des plannings de livraison seront établis par plage horaire selon un rythme hebdomadaire. Les livraisons importantes et exceptionnelles seront anticipées afin de pouvoir les organiser et minimiser la gêne occasionnée. Les propositions de planification de livraisons seront à communiquer à l'OPC qui établira un planning de livraisons et validera ou non les demandes de livraisons.
- Les opérations de chargement et de déchargement seront réalisées dans la rampe de l'Oratoire,
- Les camions en attente seront impérativement stationnés comme indiqué sur le PIC, avec une capacité d'accueil limitée.

Limitation des pollutions et nuisances causées aux riverains, commerçants et usagers :

- La réduction des nuisances sera intégrée dans la mise au point des procédés et méthodologies de construction par les entreprises. Une analyse permettra l'identification et l'estimation des nuisances, ainsi que la définition des mesures d'atténuation et de protection associées,
- Les intervenants des entreprises seront sensibilisés à la réduction des bruits sur le chantier (éteindre les moteurs lors des livraisons, éviter l'utilisation des avertisseurs sonores, contrôler régulièrement la conformité des équipements à la réglementation acoustique...),
- Les méthodologies de réalisation des travaux et de manutention des matériaux limiteront les sources de poussières, la dispersion de matériaux fins ou pulvérulents ou des odeurs qui viendraient dégrader de manière significative la qualité de l'air environnant,
- Les nuisances visuelles seront limitées par une enceinte physique (clôtures). L'habillage et l'opacité feront l'objet

d'un traitement spécifique afin d'améliorer leur insertion dans l'environnement immédiat.

- Les éclairages nécessaires à la construction (en hiver par exemple), seront disposés afin de minimiser l'éclairage parasite de l'environnement voisin. Il sera prévu leur extinction en dehors des heures d'ouverture du chantier.

2.6.3 – Consignation des réseaux :

La consignation des réseaux et le repérage visuel des réseaux devant être conservés devra obligatoirement être effectué par les services de maintenance du musée. Des PVs de consignations avec plan associé devront être produits et remis à l'équipe MOE, MOA et au CSPS avant intervention des entreprises sur site. Les réseaux concernés sont notamment les conduits de CVC, le désenfumage, le CFO le CFA, le SSI, l'anti-intrusion, la vidéosurveillance etc.

2.7 - Sécurité incendie

2.7.1 - Permis-feu

Toute entreprise amenée à effectuer des travaux par point chaud devra faire une demande de permis feu auprès du SPSI (1er étage du 101 rue de Rivoli du musée du Louvre, accessible avec le badge) au moins 24 H avant le démarrage de ladite prestation par point chaud. L'entreprise effectuant des travaux en « point chaud » doit s'équiper des extincteurs adaptés. Toute entreprise qui utilisera des engins à flamme ou à point chaud sans avoir l'autorisation est considérée comme commettant une faute majeure.

Les feux, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits sur le site. L'usage de matériel utilisant la combustion de gaz (chalumeaux, lances à découpes, soudage, etc ...) est limité au strict nécessaire, ce qui signifie qu'un maximum de travaux à l'aide de ces matériels se font en préfabrication extérieure. Quand ces travaux s'avèrent indispensables à l'intérieur, sur les parois extérieures ou à proximité du bâtiment, les précautions précisées par le CSPS doivent être appliquées.

L'agent de sécurité sera chargé de la gestion des permis feu et devra effectuer des rondes préventives.

Il sera en charge :

- De l'établissement des permis-feu, précisant notamment le type d'intervention, leur localisation, leur durée, ... La durée de validité d'un permis feu est journalière,
- De définir la nature des moyens de prévention du risque incendie (extincteurs, bâche ignifugée de protection...),
- De mettre en place un système rondier pour leur contrôle,
- D'assurer d'alerter les secours en cas d'incendie, d'évacuations générale, ...
- De contrôler la mise en œuvre des moyens de prévention.
- D'effectuer les rondes de sécurité 2 heures après l'arrêt des travaux par points chauds.

Toutes les entreprises devront s'assurer qu'elles ont bien obtenues le permis feu avant tout travaux par « point chaud ». Dans le cas contraire, les travaux concernés devront être arrêtés immédiatement.

2.7.2 - Extincteurs

Chaque entreprise mettra en œuvre au titre de son marché pour ses postes de travail les extincteurs adaptés et nécessaires ainsi que les moyens complémentaires prévus au permis-feu pour les travaux par points chauds (extincteur en nombre et type suffisant, écrans, couverture étouffe-flamme, bac à sable...).

2.7.3 – Veille au risque d'incendie

Les détritres étant toujours une source potentielle de danger, il est indispensable que le bâtiment et ses abords soient toujours en parfait état d'ordre et de propreté. Les emballages ou protections sont retirés à l'extérieur des bâtiments. Dans le cas où les déballages ne peuvent être effectués qu'à l'intérieur, les déchets doivent être évacués immédiatement du bâtiment.

Une inspection minutieuse du chantier doit être effectuée avant la fermeture du bâtiment, le soir. Cette inspection sera réalisée par les responsables de chaque lot.

Tous les appareils électriques doivent être éteints au panneau de commutation principal, à savoir : éclairages, etc. par les entreprises utilisatrices.

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** met en place un nombre suffisant d'extincteurs par nature de feux, suivant prescription du CSPS et en assure la maintenance.

2.8 Points d'attention lors des travaux

2.8.1 - Protection des ouvrages neufs réalisés

Jusqu'à la réception de l'ouvrage, chaque entreprise assume la garde de ses propres ouvrages. Elle doit en assurer la protection. En cas de dégradations ou de destructions par suite du fait d'un tiers, d'un cas fortuit ou d'une circonstance de force majeure, l'entreprise doit assurer à ses frais la remise en état de ses ouvrages, sans pouvoir rechercher la responsabilité du

Maître de l'ouvrage. Il lui appartient en pareille circonstance, d'exercer toute action contre le ou les responsable(s) des dommages, sans que ses obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ne s'en trouvent affectées.

2.8.2 - Zones de stockage et ateliers

Aucune zone de stockage ne sera autorisée à l'extérieur du périmètre du chantier.

Les zones d'accès et de stockage indiquées sur le PIC devront être respectées par tous les intervenants de façon à maintenir les accès, circulations et issues de secours des zones en activité.

Ces stockages doivent laisser l'accessibilité permanente aux chambres et tampons des concessionnaires et ne pas perturber la circulation.

Des zones de stockage tampon seront à réaliser dans le passage de l'oratoire voire plan d'installation de chantier. Ces zones phasées seront sous l'entière responsabilité des entreprises utilisatrices. A simple demande de l'OPC, elles devront être modifiées ou repliées. Toutes les entreprises devront le balisage et la protection de ces zones de stockage.

Il est à noter que ces zones seront restreintes de part de la configuration du site. En conséquence de quoi, les livraisons et évacuations devront être effectuées à flux tendu. Tous les frais afférents (balisage, barriérage, cloisonnement, porte, protection, etc.) devront avoir été prévus par les entreprises dans leurs offres.

En fonction de l'avancement du chantier, les zones de stockage seront attribuées par l'OPC, après demande préalable de l'entreprise et selon disponibilité. Ces zones de stockages seront identifiées et sous la responsabilité de l'**entreprise concernée**. Compte tenu de la limitation des zones de stockage, il est recommandé aux entreprises de veiller à tenir une planification précise de leurs approvisionnements. Ceux-ci doivent être faits par petites quantités en suivant au plus près, les nécessités des travaux. Le stockage de produits combustibles liquides est exclu.

Dans les zones à l'intérieur du bâtiment, il ne sera pas permis de stockage intérieur hors travaux en cours d'exécution. Le stockage moyen terme ne pourra se faire qu'à l'extérieur. Les entreprises ayant pris possession d'une aire de stockage après accord de l'OPC, devront à la demande de l'OPC pour l'avancement des travaux TCE, libérer sans contrepartie l'aire après l'avoir évacué de tous les matériaux, matériels et déchets ainsi que nettoyé.

Compte tenu de l'exiguïté du site, il ne sera pas attribué de local fermé pour stockage ou d'atelier.

2.8.3 - Protections collectives

Toutes les protections collectives (en particulier : garde-corps provisoires, bouchement de trémies provisoires, ...) seront réalisées, adaptées, déplacées en fonction des besoins, entretenues et remises en place autant que de besoin par les titulaires des **différents lots** au titre de leurs marchés. Par la réalisation de leurs travaux occasionnant un risque collectif propre ou exporté, les entreprises concernées devront mettre en place ces gardes corps ou protections collectifs.

Les entreprises ayant besoin de déposer les protections collectives pour la mise en place d'ouvrages (garde-corps provisoires ou définitifs, éléments de façades, etc.) procéderont au titre de leur marché à leur dépose et mettront en place des protections d'un niveau de sécurité équivalent et validés par le coordonnateur SPS.

Les éléments excédentaires à l'issue du chantier seront déposés et évacués par l'entreprise titulaire au titre de son marché.

En l'absence de respect par l'entreprise des prescriptions suscitées concernant la mise et le maintien en place des protections collectives, la MOE aura toute autorité pour faire intervenir une autre société de son choix, et en imputer les frais correspondants à l'entreprise, ce, sans mise en demeure préalable, après simple demande formulée par courriel ou télécopie doublée d'un courrier, non suivie d'effet dans les 12 heures.

2.9 - Engin de manutention

2.9.1 - Généralités

Tous les engins de levage, de manutention, de transport, de mouvement de matériaux ou matériels seront à la charge de chaque entreprise en nécessitant et doivent être conformes à la réglementation en vigueur ; il appartient à l'entreprise concernée d'en faire la preuve avant toute première intervention sur le site, et d'effectuer les démarches administratives préalables nécessaires, à ses frais.

Les engins de chantier sont d'un type évitant les nuisances, (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.), conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels électriques ou électropneumatiques (notamment les compresseurs d'air comprimé, les B.R.H., les vibreurs) ou autres, seront soigneusement insonorisés afin de n'apporter aucune gêne anormale vis-à-vis de l'environnement, conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions énoncées dans le PGC.

Avant toute utilisation, l'entreprise doit communiquer au Maître d'Œuvre et au CSPS les procès-verbaux de contrôle de ces engins et justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité.

Chaque personne amenée à piloter ces engins doit être en possession de l'habilitation requise.
Tout système de levage ou de grutage doit faire l'objet d'une description auprès du Maître d'Œuvre et du CSPS, avant utilisation.

La conduite des engins ne pourra se faire que par des employés qualifiés – certificat à l'appui, nommément désignés par l'Entreprise utilisatrice.

Chaque entrepreneur est tenu de mettre en place outre les moyens communs, ses propres moyens de levage et de manutention. Ces derniers doivent :

- Être conformes à leur PPSPS et être approuvés par le CSPS,
- Être soumis à l'accord du pilote qui vérifie si ces moyens ne font pas obstacle à la bonne organisation de chantier,
- L'entrepreneur se chargera de toutes les demandes d'autorisation administratives,

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur habilité par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité de chaque engin utilisé.

2.9.2 - Moyens de manutention verticaux intérieurs et extérieurs :

Les entreprises nécessitant des moyens de manutention verticaux pour leurs travaux devront prévoir leur méthode de travail à présenter à l'OPC et au CSPS. Il est annoté pour les entreprises de produire l'ensemble des notes de calculs nécessaires.

2.9.3 - Chariots élévateurs et nacelles élévatrices

Tous les engins de manutention (Manitou, élévateurs, transpalette, nacelles élévatrices, plateforme élévatrices ...) sont à la charge intégrale de l'entreprise utilisatrice. L'entrepreneur devra prévoir un conducteur expérimenté par type d'engin utilisé. Par ailleurs l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité des visites périodiques de chaque engin utilisé.

2.9.4 - Echafaudages

Les éventuels échafaudages sont à la charge intégrale de l'**entreprise utilisatrice** et à mettre en place respectivement dans le cadre de leurs marchés par les lots désignés compris toute protection. Sur chaque échafaudage, des moyens de levage devront être prévus pour acheminer les matériaux.

3 CHAPITRE 3 - PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE

3.1 - Généralités

3.1.1 - Objet

Outre le présent document, les entreprises devront se conformer aux spécifications du Plan Général de Coordination joint au présent DCE et aux différents CCTP.

Chaque entreprise est réputée avoir pris connaissance :

- Des contraintes relatives au site et aux avoisinants,
- De la nature des sols,
- Des réseaux existants,
- Des difficultés d'accès, de la position et de l'état de conservation des ouvrages,
- Des accès aux emprises, des largeurs et de l'état des voies de desserte,
- Des possibilités de circulation, de stationnement et de giration des camions et engins,
- Des itinéraires obligatoires qu'il doit emprunter, compte tenu des limites de charges et de gabarit,
- Des interdictions de nuisance vis à vis des tiers, ouvrages voisins, etc...
- Des sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,

En conséquence, les prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et les entreprises ne peuvent en aucun cas prétendre à indemnité en les évoquant.

3.1.2 - Constat et protections

A l'extérieur du bâtiment :

Un état des lieux, destiné à fixer l'état des voiries, trottoirs et autres ouvrages publics ou privés avoisinants sera établi contradictoirement en présence d'un huissier par l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS ŒUVRE – AGENCEMENTS** dans le cadre de son marché, en présence du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS ŒUVRE – AGENCEMENTS** prendra en charge avant tout début d'intervention sur le chantier, la protection efficace et durable de tous les ouvrages existants aux abords du chantier.

Cette prestation inclut :

- La mise en place des protections nécessaires et leur entretien pendant toute la durée du chantier, y compris toutes réfections et remises en état,
- Les adaptations et compléments en cours d'opération dans le respect du phasage prévu,
- Leur dépose et enlèvement en fin de travaux.

En fin d'intervention l'Entrepreneur assurera dans le cadre de son marché la remise en état de tous les ouvrages ayant subi des dommages, dégradations, etc... du fait du chantier.

A l'intérieur du bâtiment :

- Selon les dispositions détaillées aux pièces écrites du marché.

3.2 - Emprise de chantier et fermetures

3.2.1 - Charges temporaires de voirie et de police

Pas d'occupation temporaire de voirie d'envisagé. Néanmoins et dans le cas d'occupation sur voirie, les coûts d'occupation temporaire de voirie nécessaire à la mise en place de l'installation de chantier seront à charge de **l'entreprise à l'origine** de la demande et pendant toute la durée de l'occupation de voirie. Les entreprises respecteront toutes prescriptions faites par les organismes ayant autorité. Les **lots concernés** devront se rapprocher des services de voirie pour procéder aux déposes nécessaires d'équipements urbains sur l'emprise du chantier.

3.2.2 - Clôture et portails, chemins d'accès

Le **Lot 01 - CURAGE - GROS ŒUVRE – AGENCEMENTS** aura à sa charge et dans le cadre de son marché, la fourniture, la pose, l'entretien et le démontage de palissades de chantier. Selon le phasage, deux zones seront à clôturer :

Phase 1 : lors de l'aménagement du PAC Oratoire Provisoire :

Des clôtures de chantier mobiles de type HERAS bardées tôlees pleins blancs de hauteur 2ml seront à mettre en place pour fermer la zone de stockage liée aux premiers travaux du PAC Oratoire provisoire. Ces clôtures devront être cadénassables, équipées de pinces de maintien, de plots béton et être agencées en panneaux amovibles pour permet l'accès à cette zone de stockage.

En intérieur du bâtiment et pour délimiter le chantier du reste de l'établissement en activité lors du montage du PAC temporaire, une clôture de type Heras double menotté devra être mise en place pour fermer le chantier au public.

Phase 2 : lors de la construction du PAC Oratoire définitif :

Des clôtures de chantier fixe en tôle bardées pleines devront être installées. Les panneaux devront être de hauteur 4 m et être fixés sur des montants contreventés ou scellés sur des plots béton. L'ensemble de la palissade devra être auto portante. En tête de la palissade des fils barbelés de type Concertina seront à mettre en place. Un portail à deux vantaux de même nature que la palissade sera à installer pour permettre à un véhicule de livraison d'accéder au plus près le chantier. Sur le portail, des épinoches devront être installés en tête de vantaux. Largeur minimale : 3 m. Pour l'ouverture et la fermeture du portail, un cylindre à bouton électronique de chez Uhlmann et Zacher (canon UZ) en extérieur et un bouton moleté en intérieur devront être mis en place. La création des badges restera à la charge du poste de sécurité du Louvre.

Cet ensemble est à prévoir pour les deux zones de stockage du chantier (une zone devant le chantier et une zone devant le PAC temporaire – voir PIC).

Les portes existantes et palier d'ascenseur pouvant donner accès au chantier devront être fermés ou rendus inaccessibles par le lot 01. En particulier, il est nécessaire de mettre en place une signalétique + un barriérage physique aux accès de l'ascenseur depuis les sous-sols ainsi que depuis l'escalier menant au chantier (condamner l'accès depuis les sous-sols).

L'entrepreneur devra veiller, dans son installation, qu'aucune intrusion ne soit possible dans l'enceinte du chantier et dans le musée par le chantier.

3.2.3 - Panneaux de chantier

Durant la période de préparation, l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** fournira et mettra en place au titre de son marché le panneau de chantier et ses supports pour présenter l'opération et les différents intervenants. Une maquette devra être présentée au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre. L'exécution ne pourra être faite qu'après leur approbation.

L'Entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** s'assure que les divers panneaux :

- Autorisations administratives (déclaration préalable, permis de construire, d'aménager, de démolir, permis modificatifs, permis de transfert...);
- Autorisation d'occupation du domaine public;
- Panneau de chantier indiquant les coordonnées des entreprises de leurs sous-traitants, du MOE, du CSPS, qui sera tenu à jour mensuellement ;

Sont en permanence affichés. Il en assure entretien et nettoyage.

Les prestations à exécuter par l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**, au titre de son marché, sont :

- La pose, la maintenance, mise à jour des intervenants sur le panneau, pendant toute la durée du chantier
- Le nettoyage (retrait des affichages sauvages, des salissures, graffitis, etc.)
- Les adaptations (tracé, hauteur), compléments, déplacements, modifications, transferts durant les travaux et, en fonction de l'évolution des besoins, des contraintes de chantier ou des demandes du maître d'ouvrage.
- L'entretien (maintien d'un bon état), remplacement immédiat des éléments endommagés, avec prise en charge des frais en cas de responsable non identifié.
- La dépose et l'évacuation en fin de chantier de l'ensemble de ces panneaux (cis supportage et fondations).

3.2.4 Dégradation sur voirie publiques :

L'entreprise du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** effectuera toutes réparations des dégradations des voiries publiques dans les plus brefs délais et, ce, aux frais du responsable de la dégradation. Si celui-ci ne peut être identifié, les frais seront portés au compte prorata.

3.2.5 – Mise hors d'eau hors d'air provisoire

Le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**, touchant le hors d'eau et le hors d'air du bâtiment, devra respectivement, selon la nature de ses travaux, prévoir toutes les dispositions en termes de matériaux, matériels, moyens humains pour assurer la mise hors d'eau et hors d'air de leurs différentes zones de travaux.

3.2.6 - Protections collectives

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** devra, par son rôle de surveillance, signaler tout manquement constaté au **lot concerné**. Dans le cas d'un manquement avéré, et selon commandement de la MOE ou de l'OPC, il aura pour mission de mettre en œuvre toutes les protections collectives de chantier nécessaires et/ou complémentaires à la mise en sécurité du site. Les frais inhérents seront imputés à l'entreprise défaillante.

A cette fin, un Responsable de l'intégrité des protections collectives sera nommément désigné par le titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** et mettra à disposition de ce responsable une équipe dédiée chargée de l'entretien et de la remise en place systématique de ces protections collectives en temps réel.

Les entreprises ayant besoin de déplacer les protections collectives pour leurs travaux mettront en place des protections d'un niveau de sécurité équivalent et validés par le coordonnateur SPS et remettront à l'issue de leur intervention ces protections collectives en place et le feront constater par le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**.

3.3 - Signalétique

3.3.1 - Signalétique intérieure

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** met en place, pendant toute la durée du chantier les affichages réglementaires et les éléments de signalétiques de sécurité (issue de secours), et des panneaux de circulation. Cette prestation inclut l'entretien permanent, les adaptations suivant l'avancement du chantier, la dépose et l'évacuation en fin de chantier.

Notamment, il sera prévu par l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** les panneaux suivants :

- Accès aux zones de travaux,
- Accès aux sanitaires intérieurs si autorisé,
- Les éléments de sécurité (Issues de Secours, téléphone de secours)
- Un plan d'ensemble du niveau concerné repérant les zones de collectes de déchets, les cheminements d'évacuation, les téléphones de secours, etc...

3.3.2 - Signalétique extérieure

Pour assurer le bon déroulement des livraisons et des approvisionnements sur le chantier, l'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** effectuera au titre de son marché la mise en place des panneaux d'approche du chantier, ainsi que le fléchage à l'intérieur du site de l'opération. Un plan d'approche est soumis au préalable au MOE, à l'OPC et au CSPS.

L'entreprise titulaire du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** devra également mettre en place la signalétique réglementaire demandée par les services publics tant routière que piétonne, et en assurer sur toute la durée du chantier son entretien et les modifications éventuelles. L'affichage publicitaire est interdit sur l'ensemble du chantier.

Aussi dans le cadre de la sécurité, le **lot 01** devra les panneaux habituels : Port des E.P.I obligatoire, Chantier Interdit au Public, Toute autre signalétique exigible indiquée au PGC.

L'ensemble de la pose, de l'entretien, les adaptations et compléments en cours de chantier ainsi que la dépose finale de la signalisation routière est assurée par le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**.

3.4 – Locaux d'accueil du personnel de chantier

Les locaux d'accueil du personnel de chantier sont existants et seront mis à disposition par le maître d'ouvrage aux entreprises exécutant les travaux. Afin de s'assurer de la bonne capacité de la base vie existante. Chaque entreprise devra communiquer à l'OPC leurs prévisions d'effectifs.

La base vie existante mise à disposition par le maître d'ouvrage est installée dans le passage Marengo (emprise privée) allant de la rue de Rivoli à la Cour Carrée. Cette installation est équipée pour le chantier de : vestiaires, bancs, réfrigérateur, micro-onde, tables, chaises, évier, sanitaires ...

Les consommations et l'entretien de la base vie sera à la charge de l'EPML.

3.5 - Réseaux de chantier

3.5.1 - Dispositions générales

Les réseaux nécessaires au chantier seront à la charge du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** et sont basés sur les principes suivants :

Electricité : A la charge du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**

- Branchement électrique avec demande de raccordement à l'EPML pour le chantier compris compteur pour alimentation armoire générale de chantier.
- La fourniture et mise en œuvre dans le chantier des coffrets de prises raccordés sur l'armoire générale (compris tirage de câble depuis l'armoire mis à disposition par l'EPML la plus proche). Chaque coffret comportera au minimum de : 6 socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T, 2 socles de prises de courant 20A triphasé + T. Ils seront montés sur trépied stable ou fixé sur une paroi.
- La fourniture et mise en œuvre de l'éclairage artificiel et de l'éclairage de sécurité du chantier depuis les coffrets de chantier, réalisation de l'éclairage extérieur des accès du chantier. L'éclairage de chantier sera à réaliser à l'aide de rubans LED IP65 de 15W/ml et un balisage par blocs autonomes à tubes fluorescents (type 45 lumens 1 h de degré IP 667), permettant l'évacuation du personnel. Les câblages de ces installations doivent être protégés contre les chocs et peuvent être suspendus à des câbles en acier et l'extinction des éclairages doit se faire depuis l'armoire située en tête de zone.
- Vérification périodique des installations de chantier par un bureau de contrôle agréé.

Electricité : A la charge des **lots concernés** :

- Les raccordements électriques depuis une alimentation seront à la charge de l'entreprise installant le matériel correspondant.

Eau : A la charge du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**

- L'installation d'un point d'eau dans la zone chantier équipé d'un robinet de puisage et de vidoir à raccorder sur installation existante.
- L'installation d'un point d'eau extérieur pour le poste de lavage en sortie de chantier
- Les adaptations de réseaux EF et EU seront à la charge du **lot 01** et mise en place d'un compteur.

Ces dispositions sont valables pendant toute la durée de l'opération, y compris en cas de décalage de planning. L'installation devra être adaptée et complétée selon le phasage des travaux.

Les abonnements et consommations sont pris en charge par l'EPML.

A la fin des travaux, Les **lots** correspondant procéderont, sur instruction du MOE, au titre de leur marché aux reprises des supports après l'enlèvement des installations provisoires communes de chantier.

3.5.2 – Sécurité incendie

Toutes mesures appropriées devront être mises en œuvre par les entrepreneurs pour prévenir les risques d'incendie. La Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit de demander à l'entrepreneur de renforcer lesdites mesures.

Se rapprochant des services de maintenance du musée, le **LOT 2 : CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS ET FAIBLES - ECLAIRAGE ARCHITECTURAL** devra dans son offre de :

- Déposer le système SSI existant pour mettre en œuvre un système mobile de SSI sur perches mobiles. Equipement à poser tous les matins, à tester quotidiennement puis à déposer tous les soirs pendant la durée totale du chantier (même pendant les périodes auxquelles le **LOT 2 : CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS ET FAIBLES - ECLAIRAGE ARCHITECTURAL** n'intervient pas). Le report d'alarme au PCSI de l'établissement devra être prévue. Le système devra être validé par le CSPS, la MOE et le PCSI du musée. L'offre prévoira tous les travaux connexes (électricité, etc...) et son repli en fin de chantier.

3.5.3 – Aires de lavage

Afin de pas endommager et salir la voie publique, le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** devra prévoir la mise en place d'un poste de lavage des véhicules de chantier. Ce dispositif devra être présent dès le début du chantier. **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** devra prévoir la mise en place, le repli et son entretien.

En revanche et en aucun cas, il ne sera autorisé le lavage de toupies sur site ; celles-ci devant être nettoyées chez le fournisseur de béton prêt à l'emploi.

3.5.4 - Préchauffage / Déshumidification

Si besoin et en fonction des tâches du planning, les **entreprises concernées** par leurs travaux assureront pendant la saison de chauffe (d'octobre à avril), la mise en place des équipements de préchauffage du bâtiment clos.

Ce préchauffage sera assuré en fonction de l'avancement des travaux par la mise en place sur installations provisoires de générateurs d'air chaud en nombre suffisant sur les niveaux concernés

Les prestations à réaliser par les **entreprises concernées** sont les suivantes :

- La mise en place, la location, leur maintenance et le repli des aérothermes provisoires nécessaires ainsi que leurs raccordements sur l'installation électrique de chantier.
- Maintenance, entretien et fourniture des consommables (filtres, joints...) pour les aérothermes provisoires.

Les consommations électriques devront être prises en charge par l'EPML.

3.6 - Déchets - Principe général :

3.6.1 - Déchets - Principe général :

La propreté du chantier est un élément fondamental de sécurité et de productivité, c'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par la Maîtrise d'œuvre et l'OPC. Pour être efficace, la tâche propreté est indissociable de celle d'évacuation des déchets, gravats, emballages, ... Cette évacuation doit être journalière dans les zones intérieures et dans l'enceinte du chantier. Elle sera réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé. Le chantier et ses abords devront être maintenus en permanence dans un état de propreté irréprochable. Les gravats et déchets de chantier seront collectés et évacués par des bennes, conteneurs ou big-bags en respectant au mieux les modalités du tri-sélectif.

Pour la collecte des déchets et gravats de chantier les principes suivants seront appliqués :

- Chaque entreprise doit nettoyer ses postes de travail et évacuer ses déchets et emballages jusqu'aux bennes, conteneurs ou big-bags à l'extérieur du bâtiment.
- Chaque entreprise assurera l'évacuation de ses DIS et assurera le suivi des bordereaux (BSD) de l'évacuation et de leur traitement (mise en décharge, valorisation...).
- Des aires spécifiques seront à définir dans l'emprise de chantier dont l'emplacement sera adapté au phasage de l'opération.
- Mise en œuvre d'un ensemble de bennes à ordures ménagères permettant le tri-sélectif sera de plus mise en place à proximité des zones de travaux et de cantonnements.

En cas d'intempéries et dans le but d'éviter la dégradation par l'eau de matériaux valorisables, le bâchage des bennes sera assuré. Ce bâchage sera systématique chaque soir, le WE et les Jours Fériés.

Les bennes pleines sont bâchées et évacuées dès qu'elles sont remplies, aucun trop plein ne sera toléré.

Le stockage de déchets ou gravats hors des bennes dans l'enceinte du site est interdit. Les bennes doivent être vidées dans des décharges agréées pour le type de déchets qu'elles contiennent.

Toute entreprise qui faillirait à ses obligations en matière de nettoyage se verrait appliquer automatiquement les retenues prévues au CCAP.

3.6.2 - Evacuation des déchets :

- - **Déchets industriel banals (DIB)**

Les prestations au frais du compte prorata :

- Les frais de mises en œuvre de bennes (amenées et rotations) en nombre suffisant pour permettre l'évacuation des déchets du chantier et frais de mise en décharge.

Les prestations à réaliser par le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** :

- Organiser les rotations de bennes à gravats
- La mise en œuvre d'un ensemble de bennes à ordures ménagères (containers à roulette 700 litres) permettant le tri-sélectif sera de plus mise en place dans le bâtiment et à proximité du chantier.
- Retrait, évacuation en fin de chantier et remise en état des zones de bennes à déchets

Les types de bennes et leur nombre pourront évoluer en fonction de l'avancement des travaux et des décisions du comité de gestion du compte prorata.

- - **Déchets industriel spéciaux (DIS)**

Les déchets contenant ou ayant dans leurs compositions des produits toxiques ou dangereux (hydrocarbures, peintures, solvants, colles, tubes fluo, cartouches de mastic... etc.) ne peuvent être déposés dans les bennes à gravats. Ils devront recevoir obligatoirement un traitement approprié, sous la responsabilité de l'Entreprise utilisatrice qui en assure le suivi. Les entreprises doivent prendre toutes les dispositions empêchant toute pollution ainsi que toute précaution visant à la prévention de l'environnement.

3.7 Nettoyages

3.7.1 - Nettoyage extérieur :

L'emprise de la base vie et des zones de stockages devra faire l'objet d'un entretien et d'un nettoyage constant de la part du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** et à la demande suivant l'appréciation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, du CSPS. Le nettoyage des espaces extérieur sera réalisé par le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS**.

3.7.2 - Nettoyage intérieur :

A l'intérieur du bâtiment, les nettoyages au balai sont proscrits car ils engendrent une diffusion de la poussière. Toutes les entreprises devront donc réaliser leur nettoyage par aspiration et ce pendant toute la durée de l'opération.

Les nettoyages intérieurs devront être assurés de la façon suivante :

- 1er type : Le nettoyage des circulations d'accès aux zones de travail. Ce nettoyage quotidien est assuré par le **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** dans le cadre de son marché. Il est bien précisé que les zones de travail de chaque entreprise ne sont pas concernées par ce nettoyage qui est de plus un nettoyage fin et non pas un nettoyage de gravats laissés par les entreprises ; voir ci-après.
- 2ème type : Le nettoyage journalier par chaque entreprise.
En application du Code du Travail, chaque entreprise devra continuellement tenir propres les zones de travail, et devra, en conséquence, évacuer ses propres gravats et déchets dans les bennes ou containers. Les emballages, cartons, voiles polyanes, etc.... devront systématiquement être évacués tous les soirs.
Ce nettoyage sera réalisé quotidiennement par chaque entreprise dans la zone où elle intervient. En cas de défaillance constatée, l'OPC donnera ordre au **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** d'effectuer le travail en lieu et place et à la charge financière de l'**entreprise concernée**. De plus l'entreprise défaillante se verra appliquer automatiquement les retenues prévues au CCAP.
- 3ème type : le nettoyage général du chantier.
C'est un nettoyage au moins hebdomadaire demandé par l'OPC. L'OPC définira des zones de nettoyage qu'il attribuera à chaque entreprise avec un délai de 24 heures pour assurer le nettoyage complet de la zone. En cas de défaillance ou d'insuffisance des nettoyages complémentaires pourront être demandés et exécutés aux frais et risques du défaillant. L'entreprise défaillante se verra appliquer automatiquement les retenues prévues au CCAP. L'OPC ou la MOE attribuera au compte interentreprises les frais de remise en état de propreté si le défaillant n'est pas identifié.
- 4ème type : Nettoyage des installations communes.
Le nettoyage des réfectoires, vestiaires et sanitaires communs sera assuré quotidiennement par les services du maître d'ouvrage.

3.7.3 - Nettoyage de fin de chantier

3 phases de nettoyage de fin de chantier sont distinguées :

- Le nettoyage avant OPR.
Chaque lot assurera « avant les OPR » le nettoyage de ses ouvrages pour en permettre les OPR par la Maîtrise d'œuvre.
- Nettoyage après levées de remarques levées de réserves.
Les nettoyages seront réalisés par les entreprises qui auront levé leurs remarques et / ou leurs réserves.
S'il y avait défaillance des entreprises concernées, un constat serait fait et un ordre d'exécution serait donné par la Maîtrise d'œuvre à une entreprise spécialisée dans les 24 heures qui suivraient ce constat. Les frais engagés seront payés par l'entrepreneur défaillant.
- Le nettoyage de livraison.
Nettoyage général soigné de toutes les surfaces intérieures vues, même vitrées (vitres intérieures) après OPR et avant réception par le Maître d'Ouvrage.
Ce nettoyage sera réalisé par une entreprise spécialisée et à la charge du **lot concerné** par le nettoyage de fin de chantier pour réception. Cette opération pourra être répétée autant de fois qu'il le faudra afin de livrer au client un ouvrage parfaitement propre.

Chaque entrepreneur titulaire d'un **lot technique** procédera, au titre de son marché, au nettoyage final soigné de ses matériels et installations techniques implantés dans les locaux et gaines techniques, dans les vides sanitaires, dans les vides de construction et sur les terrasses, en faisant appel, en tant que de besoin, à des sociétés extérieures spécialisées.

3.8 – Dépenses communes :

3.8.1 – Gestionnaire du compte prorata

Dans le cadre de son marché, l'entreprise du **Lot 01 - CURAGE - GROS OEUVRE – AGENCEMENTS** devra la gestion du compte prorata. Les règles régissant le compte de dépenses communes devront intégrer les directives de la présente notice d'organisation de chantier et les prescriptions de la norme NFP 03-001.

3.8.2 – Tableau récapitulatif des dépenses communes de chantier

Les affectations de dépenses communes du chantier portées par le compte prorata sont rappelées dans le tableau ci-dessous :

BASE VIE	
La fourniture, pose et replis des vestiaires doubles compartiments cadénassables	EPML
La fourniture, pose et replis des bancs des vestiaires	EPML
La fourniture, pose et replis de réfrigérateur	EPML
La fourniture, pose et repli de micro-ondes	EPML
La fourniture, pose et repli de poubelles	EPML
La consommation d'eau, abonnement + compteur	EPML
La gestion des contrats et entretien des extincteurs	EPML
Nettoyage quotidien	EPML
Maintenance et entretien	EPML
Consommables sanitaires	EPML
L'enlèvement et l'évacuation des ordures ménagères	EPML
Les frais liés aux consommations d'électricité, abonnement + compteur dédié	EPML
CHANTIER	
L'enlèvement et l'évacuation des ordures ménagères dans des containers	Lot concerné
Frais de remise en état de la voirie publique en abord de bâtiment	Lot 01
Evacuation des déchets DI et DIB : Les frais de mises en œuvre de bennes (amenées et rotations) en nombre suffisant pour permettre l'évacuation des déchets du chantier et frais de mise en décharge.	Lot concerné
Gestion du compte prorata	Lot 01
Nettoyage quotidien	Lot concerné
Les frais liés aux consommations d'électricité, abonnement + compteur dédié	EPML
Installation d'un point d'eau	Lot 01
Installation d'un coffret de chantier	Lot 01
Protections collectives	Lot 01